Adoption du Compte Administratif 2024 de l'État Spécial du 6^e Arrondissement. (062025013)

EXPOSE DES MOTIFS

I. Approbation du Compte Administratif 2024

Le compte administratif constate les dépenses et les recettes effectivement exécutées par la Mairie du 6^e arrondissement sur une année. Il permet ainsi de contrôler la gestion de l'arrondissement et de vérifier l'exécution du budget voté.

En application des dispositions de l'article L.2121-31, alinéa 1^{er} du CGCT, le Conseil d'arrondissement arrête le compte administratif.

II. Rappel de la procédure d'adoption du Compte Administratif

La procédure d'adoption du compte administratif se décompose en deux phases :

1. Le Conseil d'arrondissement doit d'abord élire un Président ad hoc dont la fonction est de présider, à la place du Maire d'arrondissement, les débats consacrés à l'examen du compte administratif et son vote.
2. Le Conseil d'arrondissement procède au vote du compte administratif qui est arrêté si une majorité des voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

Le Maire ne doit pas prendre part au vote et doit se retirer de la salle du Conseil au moment du vote.

III. Présentation du Compte Administratif

Vous trouverez ci-après une présentation du compte administratif pour chacune des 3 dotations de l'état spécial agréementée en annexe des documents suivants :

- Définitions des termes utilisés
- Synthèse du compte administratif par dotation et par fonction
- Montant des travaux et matériels commandés par type d'équipement et par dotation

A. Dotation d'Animation Locale (DAL)

La DAL correspond aux dépenses « liées à l'information des habitants de l'arrondissement, à la démocratie et à la vie locales, en particulier aux activités culturelles, et aux interventions motivées par des travaux d'urgence présentant un caractère de dépenses de fonctionnement et liés à la gestion des équipements visés aux articles L. 2511-16 et L. 2511-17 ». Les conseils de quartier disposent de crédits sur cette dotation (3306 € par conseil de quartier).

- Les crédits ouverts s'élevaient en 2024 à 510 486,24 € (- 5.81% par rapport à 2023).
- Les crédits ont été mandatés à hauteur de 56,43% soit 288 054,32 €, en baisse de -2.02% par rapport à 2023, dont 6 141,86 € de rattachements (1,20% des crédits ouverts).

- Les crédits ont été engagés à hauteur de 73,06% soit 372 940.40 €, en baisse par rapport à 2023 (- 5,25 %).
- Les crédits reportés s'élèvent à 222 431,92 € (43,57% des crédits ouverts). Ils se répartissent ainsi :
 - o 84 885,95 € de restes à réaliser (16,63% des crédits ouverts) ;
 - o 137 545,84 € de reports libres (26.94% des crédits ouverts).

B. Dotation de Gestion Locale (DGL)

La DGL correspond aux dépenses de fonctionnement des équipements de proximité.

- Les crédits ouverts s'élevaient en 2024 à 3 589 395,16 € (en baisse de 16.82 % par rapport à 2023).
- Les crédits ont été mandatés à hauteur de 69,59% soit 2 497 718,11 € (en baisse de 29.65 % par rapport à 2023) dont 24 585,05 € de rattachements (0,68% des crédits ouverts).
- Les crédits ont été engagés à hauteur de 72,97% soit 2 619 018,00 €.
- Les crédits reportés s'élèvent à 1 091 677,05 € (30,41% des crédits ouverts). Ils se répartissent ainsi :
 - o 121 299,89 € de restes à réaliser (3,38 % des crédits ouverts) ;
 - o 970 377,16 € de reports libres (27.03 % des crédits ouverts).

C. Section de Fonctionnement

La section de fonctionnement (page 7 du compte administratif annexé au projet de délibération) regroupe les dépenses de la DAL et de la DGL.

- Les crédits ouverts s'élevaient en 2024 à 4 099 881,40 € (en baisse de - 15,59 % par rapport à 2023).
- Les crédits ont été mandatés à hauteur de 67,95 % soit 2 785 772,43 €, dont 30 726,91 € de rattachements (0,75% des crédits ouverts).
- Les crédits ont été engagés à hauteur de 72,98% soit 2 991 958,40 € (contre 84,92% pour le CA 2023).
- Les crédits reportés s'élèvent à 1 314 108,97 € (32,05% des crédits ouverts). Ils se répartissent ainsi :
 - o 206 185,84 € de restes à réaliser (5,03% des crédits ouverts) ;
 - o 1 107 923,00 € de reports libres (27,02% des crédits ouverts).

D. Dotation d'Investissement (DI)

La DI permet de financer des travaux et l'achat de matériels durables pour les équipements de l'arrondissement et de l'espace public. Les conseils de quartier disposent de crédits sur cette dotation (à hauteur de 8264 € par conseil de quartier au BP)

- Les crédits ouverts s'élevaient à 499 707,48 € et sont en baisse de - 3,11 % par rapport à 2023.
- Les crédits ont été mandatés à hauteur de 21,59% soit 107 883,72 €. (soit 13,01 % pour l'enveloppe des Conseils de Quartier et 25.23 % sur celle de la Mairie).
- Les crédits ont été engagés à hauteur de 26,85 % soit 134 189,66 €.
- Les crédits reportés s'élèvent à 391 823,76 € (78,41% des crédits ouverts). Ils se répartissent ainsi :
 - o 26 305,94 € de restes à réaliser (5,26% des crédits ouverts);
 - o 365 517,82 € de reports libres (73.15% des crédits ouverts).

E. Synthèse globale

Les données relatives à l'état spécial dans son ensemble sont les suivantes :

- Les crédits ouverts s'élevaient à 4 599 588,88 €.
- Les crédits ont été mandatés à hauteur de 62,91% soit 2 893 656,15 €, dont 30 726,91 € de rattachements (0,67% des crédits ouverts).
- Les crédits ont été engagés à hauteur de 67,97% soit 3 126 148,06 € (contre 67,97% pour l'exercice 2023).
- Les crédits reportés s'élèvent à 1 705 932,73 € (37,09% des crédits ouverts). Ils se répartissent ainsi :
 - o 232 491,78 € de restes à réaliser (5,05% des crédits ouverts);
 - o 1 473 440,82 € de reports libres (32,03% des crédits ouverts).

Les crédits reportés feront l'objet d'une prochaine délibération lors du vote du budget supplémentaire 2025.

En conséquence, il vous est demandé de bien vouloir délibérer sur l'approbation du Compte Administratif 2024.